

Journal d' Afghanistan

N° 501 du 27.01.2012

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part :

IRIB - Nouveau scandale en Afghanistan: viol des enfants par les soldats britanniques.

IRIB - Le gouvernement afghan, dégoûté, par la maltraitance d'enfants afghans par deux militaires britanniques.

Nouvelobs : Pour la presse régionale française, il est temps de quitter "le borbier afghan".

Jon Boone : Document : La haine des soldats afghans contre l'OTAN.

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge.

AFP : Près de 1,3 million de personnes menacées par les mines.

Paroles & action du président...

Rfi : Washington et Kaboul vers un accord pour le maintien de forces US en Afghanistan .

L'Afghanistan au cœur des débats.

Ian Hamel : Alain Chouet : « Le trafic de drogue en Afghanistan par voies aériennes est assuré par des militaires américains »

3) Politique

b) Les occupants

1) Usa

Occupation de l'Afghanistan

Reuters : Clinton et Juppé d'accord « pour poursuivre la mission ».

2 Dans le monde

France

LUC MATHIEU : Afghanistan, échec et morts.

3 Occupation de l'Afghanistan

Reuters : Clinton et Juppé d'accord « pour poursuivre la mission ».

4 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Bernie Sanders au Sénat des USA (à entendre)

5-2 Obama et la loi sur la détention prolongée

6 Dossiers

6-1 Slate : Un viol toutes les 3 heures dans l'armée américaine. !!!

6-2 Louis Denghien : Sarkozy : menaces & débâcles.

6-3 Yves.Harté : Pourquoi l'Afghanistan ?

7 Courrier.

7-1 Communiqué officiel de l'UPR.

8 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

8-1 McDonough County : [De nombreux vétérans post 11-Septembre estiment que les guerres n'en valaient pas la peine.](#)

8-2 Nouvel Observateur : Les maigres résultats (prévisibles) de la conférence de Bonn.

8-3 JEAN-PIERRE PERRIN : L'armée afghane, de solution à maillon faible.

8-4 French.people : La « Nouvelle Route de la Soie », ou la nouvelle voie des Etats-Unis pour dominer l'Asie...

Tiré à part :

IRIB - Nouveau scandale en Afghanistan: viol des enfants par les soldats britanniques.

Deux militaires britanniques ont été condamnés à dix ans de prisons pour avoir violé des enfants afghans de moins de dix ans.

La police a ouvert une enquête à ce sujet, a annoncé le Porte-parole du ministère britannique de la défense, selon Press TV, citant un quotidien britannique. Les militaires britanniques ont avoué avoir filmé leurs atrocités et posté des clips sur internet. Selon ce rapport, le premier ministre britannique, David Cameron s'est dit quelque peu surpris de cette terrible révélation!

IRIB

IRIB -Le gouvernement afghan, dégoûté, par la maltraitance d'enfants afghans par deux militaires britanniques.

19/01/2012

Deux militaires britanniques, soupçonnés d'avoir agressé, sexuellement, des enfants afghans, ont été interpellés et interrogés, avant d'être relâchés, a indiqué, mercredi, le ministère de la Défense, à Londres.

Deux militaires ont été arrêtés, interrogés et relâchés, a déclaré un porte-parole du ministère de la Défense, confirmant des informations révélées plus tôt par le tabloïd britannique "The Sun".

Le gouvernement afghan a fait part de son immense dégoût vis-à-vis de l'augmentation récente d'incidents, de nature immorale, commis, par des soldats étrangers.

IRIB

Nouvelobs : Pour la presse régionale française, il est temps de quitter "le borbier afghan".

Envisagé par Paris après la mort de quatre soldats vendredi, le retrait des troupes françaises du "piège" afghan avant l'échéance de 2014 est inéluctable, estiment samedi les éditorialistes de la presse régionale. Pour Didier Louis du Courrier picard, "poser la question de l'utilité de la présence de la France (...) c'est y répondre".

Le Journal de la Haute-Marne écrit, sous la plume de Patrice Chabanet, que "l'Afghanistan est devenu un piège (...) il faut partir, sans état d'âme. Aux Afghans de résoudre leurs problèmes, leurs contradictions et leurs conflits internes".

Avis partagé par Jean Levallois de La Presse de la Manche: "l'Afghanistan est un gâchis, et nous aurons sans doute à le regretter. Mais on ne sauve pas une population contre elle-même".

"Quels qu'en soient les prix politique et diplomatique, il est temps pour la France de quitter le borbier afghan, de programmer un retour en bon ordre de nos forces armées exposées sur le terrain", renchérit Dominique Garraud dans La Charente libre.

"Le coût en vies humaines de notre contribution à la loyauté atlantique sur ce lointain théâtre est de moins en moins tolérable depuis que nos troupes ont en charge la région de Kapisa", juge Daniel Ruiz dans La Montagne.

François Martin remarque dans le Midi libre que "jusqu'ici, les Français sont restés relativement indifférents aux enjeux de la guerre afghane. Mais devant le tribut grandissant payé par notre nation, l'opinion publique pourrait vite basculer".

Election présidentielle oblige, "c'est donc la probable montée de l'émotion dans l'opinion publique qui pourrait bien conduire le chef de l'Etat à ordonner le repli de nos troupes", note Jacques Camus dans La République du Centre.

"Pression électorale, pression économique, pression humaine : le Président envisage à voix haute ce que l'opinion publique lui soufflait depuis quelque temps", résume Hervé Cannet dans La Nouvelle République du Centre-Ouest.

Le problème est que, "à défaut de l'avoir fait à froid, conformément aux besoins de la France, Nicolas Sarkozy se trouve aujourd'hui acculé à une retraite précipitée et sans gloire", commente Patrick Fluckiger dans L'Alsace.

"Aujourd'hui, l'accélération du calendrier de retrait, programmé pour 2014, apparaît à la fois inévitable et tardif. Désastreux en tout cas pour le moral des unités qui, depuis dix ans, se battent sur un terrain en croyant être utiles", fait valoir Olivier Picard des Dernières Nouvelles d'Alsace.

Attention, "on ne déchire pas l'image de la France dans la précipitation", avertit Hervé Chabaud de L'Union. Même souci chez Olivier Berger de La Voix du Nord: "Il s'agit désormais de réussir la sortie du pays. Or l'exercice est extrêmement périlleux. Il ne peut se précipiter ni s'improviser. Une force qui se replie est en état de faiblesse. Ultime".

<http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20120121.AFP5077/pour-la-presse-regionale-il-est-temps-de-quitter-le-bourbier-afghan.html>

Jon Boone : Document : La haine des soldats afghans contre l'OTAN.

Une étude de l'armée américaine met en évidence que la méfiance mutuelle, le mépris, confinant parfois à la haine, qui règnent en Afghanistan entre les forces locales et étrangères, sont l'une des principales raisons pour lesquelles les troupes afghanes retournent de plus en plus souvent leurs armes contre les soldats de l'OTAN

Par Jon Boone, The Guardian, 20 janvier 2012 - extrait

Cette étude indique que les soldats américains exaspèrent leurs collègues afghans par leur arrogance extrême et leur « comportement brutal ».

Elle critique également sévèrement l'affirmation « profondément malhonnête intellectuellement » de l'OTAN selon laquelle les meurtres de soldats de l'Alliance par des soldats afghans seraient extrêmement rares.

Les données recueillies montrent que les incidents tels que le meurtre récent de quatre soldats français « révèlent une menace permanente, en forte augmentation, [d'actions] homicides (d'une importance qui pourrait être sans précédent entre « alliés » dans l'histoire militaire moderne) ».

Elle met en garde sur le fait que ce problème est désormais si grave qu'il « provoque une crise de confiance chez les formateurs Occidentaux qui travaillent avec les forces de sécurité afghanes »

Le rapport, signé par le comportementaliste Jeffrey Bordin, précise que le nombre d'attaques a augmenté, avec 26 meurtres ou tentatives de meurtre depuis le début 2007. Ces attaques ont entraîné la mort de 58 membres des forces étrangères.

Bien que certains de ces incidents impliquaient des talibans infiltrés, Bordin estime que beaucoup ont été provoqués par une « animosité profonde, souvent renforcée par des conflits sociaux et personnels ».

Réalisé à partir d'entretiens avec 613 membres des forces de sécurité afghanes, ce document brosse un tableau extrêmement sombre du mépris mutuel et de l'incompréhension régnant entre les deux parties.

Les troupes américaines considèrent leurs alliés afghans, qu'ils entraînent et qui combattent à leurs côtés, comme indignes de confiance, malhonnêtes, incompetents et ayant une « hygiène répugnante ».

A l'inverse, nombre de bagarres et même de tentatives de meurtre perpétrés par des Afghans ont été provoquées par des comportements que beaucoup d'Américains ne jugent pas choquants, comme « uriner en public », pousser des jurons, insulter, être grossier et vulgaire avec les membres des forces de sécurité afghanes, et tirer sans raison sur des animaux. »

Parmi les facteurs qui créent le plus d'animosité, le rapport énumère les convois militaires américains bloquant la circulation, les ripostes aux insurgés par des tirs apparemment indiscriminés, au risque de tuer des civils, une utilisation naïve de sources de renseignement incertaines, et les raids visant les maisons des Afghans.

Une autre cause d'inquiétude tient au fait que les soldats afghans n'interviennent presque jamais quand un de leurs camarades tente de tuer des soldats de l'Otan.

Ce vendredi, l'ISAF, la force internationale de l'OTAN déployée en Afghanistan, a précisé que cette « étude de l'équipe rouge » avait été réalisée par un organisme extérieur et n'avait pas été approuvée ou entérinée par les responsables qui l'ont lue.

L'ISAF affirme que l'étude souffre « de généralisations non pertinentes, d'échantillons [trop] restreints, d'une rhétorique dépourvue de professionnalisme et de sensationnalisme ».

Dans le jargon militaire, les « équipes rouges » sont des cellules indépendantes chargées de porter un regard critique sur les plans et les opérations.

Un commandant afghan rencontré au sud de l'Afghanistan avait déclaré au Guardian l'année dernière que sa plus grande préoccupation était les soldats pachtounes.

Bien que les Pachtounes forment le groupe ethnique majoritaire, ils sont sous-représentés dans l'armée afghane, alors qu'ils forment l'écrasante majorité des rangs de l'insurrection.

Ce capitaine, lui-même non-pachtoune, avait raconté comment il avait désarmé l'un de ses subordonnés, qui était tellement dégoûté par les soldats Américains qu'il refusait même de les regarder quand il les rencontrait.

Bien que l'armée afghane se soit nettement améliorée ces dernières années, les entretiens menés lors de cette étude avec 215 soldats américains mettent en évidence une longue liste de problèmes persistants.

Ces soldats font état « d'un usage omniprésent de drogues illicites, de vols massifs, d'instabilités psychologique, de malhonnêteté, de manque d'intégrité et de compétence, d'un maniement des armes dangereux, d'officiers corrompus, de l'absence de véritables sous-officiers, d'alliances secrètes ou d'accords informels passés avec les insurgés, d'un taux élevé de désertions, d'un moral faible, de paresse, d'une hygiène répugnante et de la torture de chiens. »

Jon Boone, The Guardian,

20 janvier 2012

Publication originale [Guardian](#), traduction Contre Info

23 janvier 2012

http://contreinfo.info/article.php3?id_article=3183

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge.

AFP : Près de 1,3 million de personnes menacées par les mines.

Près de 1,3 million de personnes sont encore menacées par quelque 600 kilomètres carrés de champs de mines en Afghanistan, un pays que la communauté internationale et le gouvernement afghan nettoient depuis vingt ans, ont annoncé jeudi les Nations unies.

Au cours des deux dernières décennies, "plus de 500.000 mines anti-personnelles, plus de 22.000 mines anti-tank et plus de 15 millions de munitions non explosées" ont été nettoyées, a indiqué à l'AFP Alan MacDonald, le directeur du Centre de coordination et d'action de l'ONU contre les mines en Afghanistan (CCCMA), en qualifiant cette campagne de "succès majeur".

Quelque 375 personnes ont été blessées ou tuées en 2011 par des mines - qu'elles soient anti-personnelles ou anti-tank - ou des munitions non explosées, contre 2.027 en 2001, année record en la matière, selon le CCCMA.

Mais il reste de nombreux champs à nettoyer, a souligné M. McDonald. "Nous savons exactement où ils se trouvent. Il y en a partout dans le pays. A la fin de l'année 2011, il restait 6.048 zones dangereuses, touchant 588 kilomètres carrés et 1.930 communautés", soit précisément "1.277.857 personnes à risque". "Nous connaissons les caractéristiques des champs de mines et celles des communautés qui vivent autour. Et nous privilégions (le déminage des sites les plus dangereux), ce qui permet de réduire le nombre d'accidents", selon lui.

Quelque 90 millions de dollars sont dépensés chaque année par la communauté internationale pour parvenir à ce résultat dans l'un des pays les plus minés au monde. Environ 15.000 personnes travaillaient au nettoyage des mines en 2011.

Ces explosifs ont dans leur très grande majorité été enterrés au cours de trois conflits récents: l'invasion soviétique (1979-1989), la guerre civile entre chef de guerre afghans (1992-1996) et la guerre entre les résistants et l'Alliance du Nord du commandant Ahmad Shah Massoud (1996-2001).

S'y ajoute le conflit en cours entre le gouvernement de Kaboul, soutenu par l'Otan, et les résistants. Depuis quelques années, les rebelles ont en effet fait des mines artisanales placées le long des routes et déclenchées à distance l'une de leurs armes favorites et les plus mortifères.

AFP

Paroles & action du président...

Rfi : Washington et Kaboul vers un accord pour le maintien de forces US en Afghanistan

Nb : Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information

Dans une interview accordée à la chaîne de télévision américaine CNN, le président afghan Hamid Karzaï a annoncé, dimanche 18 décembre, que son gouvernement est en train de négocier les conditions d'un partenariat stratégique avec les Etats-Unis, qui pourrait inclure la présence d'un contingent militaire américain après le départ des forces étrangères. Près de 100 000 GI's sont déployés en Afghanistan pour soutenir le gouvernement face à l'insurrection des résistants et de leurs alliés d'al-Qaïda. Dix mille d'entre eux seront partis d'ici la fin de l'année, et plus de 20 000 partiront l'année prochaine.

L'accord en cours de négociation entre Kaboul et Washington est censé définir la présence américaine à l'issue du retrait de l'ensemble des quelque 140 000 combattants de la force internationale de l'Otan. Cet accord de sécurité va probablement prévoir le maintien de quelques bases américaines sur le sol afghan. Des milliers de soldats américains pourraient ainsi rester en Afghanistan pendant plusieurs années.

Parmi les conditions posées par la partie afghane, Hamid Karzaï exige que les forces internationales cessent les fouilles de domiciles afghans et les opérations nocturnes, à la recherche d'insurgés.

La présence des troupes internationales a assuré la stabilité (...) de l'Afghanistan pendant dix ans, mais elle n'a pas réussi à assurer la sécurité personnelle des Afghans, a-t-il affirmé.

Le président afghan avait déjà annoncé début décembre que son pays aurait besoin d'une aide financière et militaire internationale pendant au moins dix ans après le départ des forces étrangères, afin de former et équiper l'armée et la police et mettre en place des institutions stables.

19 décembre 2011

<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/7691157.html>

<http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20111219-washington-kaboul-vers-accord-le-maintien-forces-americaaines-afghanistan>

L'Afghanistan au cœur des débats.

Ian Hamel : Alain Chouet, : « Le trafic de drogue en Afghanistan par voies aériennes est assuré par des militaires américains »

> C'est un ouvrage particulièrement dense que nous livrent Alain Chouet, ancien patron des services secrets français, la Direction générale de la sécurité

> extérieure (DGSE), interviewé par Jean Guisnel, journaliste au Point, spécialiste des questions militaires. « Au cœur des services spéciaux » (*) ne se contente pas de mettre les pieds dans les plats.

L'ouvrage piétine carrément certains plats, notamment en ce qui concerne le printemps arabe.

Oussama Ben Laden a été tué à Abbottabad, au Pakistan. Alain Chouet prend plaisir à rappeler qu'il s'agit d'un centre de vacances de l'armée, avec ses hôtels et son golf, où « tout le monde se connaît », Abbottabad étant réservé aux gradés pakistanais et à leurs familles. Que faut-il en déduire ? Qu'Oussama Ben Laden était gardé bien au frais par le régime d'Islamabad depuis des années.

Pourquoi a-t-il été éliminé en 2011 ? Barak Obama, plus éclairé que son prédécesseur, a compris que le fondateur d'Al-Qaïda ne servait plus à rien. L'intervention occidentale en Afghanistan depuis 2001 est un échec total. Comme les résistants vont de toute façon revenir au pouvoir à Kaboul, autant faire croire qu'on les invite à la table des négociations, maintenant qu'ils ne sont plus associés à des « terroristes internationaux ». Et politiquement, Obama a gagné des points pour sa réélection en 2012.

>> 80 à 90 % de la morphine base

L'ancien responsable de la DGSE rappelle qu'en 2002, l'Occident a mis sciemment en place en Afghanistan un gouvernement fantoche et mafieux, avec à sa tête, Hamid Karsai, le plus minable des « parrains ». Les chefs de bandes afghans se sont ensuite répartis « les rentes du pouvoir, les revenus du pavot, la manne de l'aide internationale ». Pour rappel, 80 à 90 % de la morphine base mondiale provient d'Afghanistan. Le plus compliqué n'est pas de produire de l'opium, mais de l'exporter > vers les consommateurs, sachant que l'Afghanistan n'a pas de débouché maritime. Contrairement à ce que croit l'opinion publique, la drogue ne rejoint pas l'Europe et les Etats-Unis par des routes défoncées et de vieux rafiot rouillés, mais par les voies aériennes, les gros porteurs de l'armée américaine. Et celle-ci contrôle tous les > aéroports du pays...

L'ancien chef du renseignement dit que c'est des militaires, qui arrondissent ainsi leurs soldes, et surtout les mercenaires engagés dans les sociétés militaires privées « pour assurer des tâches de logistique, d'intendance, de transport et même d'engagement opérationnel ».

> Pression sur les armées

Les chapitres consacrés au « printemps » arabe risquent de faire grincer quelques mâchoires. « Les Arabes et les musulmans sont comme tout le monde, ils préfèrent la démocratie et la liberté à la dictature et à la répression », insiste Alain Chouet, soulignant que les

> Les habitants du Nord de l'Afrique n'ont pas attendu 2011 pour se révolter. Il y a eu des émeutes et des manifestations en Tunisie en 1969, 1978,

> 1980, 1984, 2000, en Egypte en 1968, 1977, 1986, 1987, 1995. Et qu'en Libye, les tentatives de coups d'Etat militaires contre Kadhafi

« étaient quasiment mensuelles pendant la décennie 1980 ». Seulement voilà, l'Occident ne s'en préoccupait pas et les médias n'en parlaient guère. Qu'est-ce qui a changé cette année ? Non seulement l'Europe et les Etats-Unis se sont intéressés à la contestation dans le monde arabe, mais ils sont intervenus... indirectement. Du moins en Tunisie et en Egypte, en faisant pression pour que les armées ne jouent plus leur rôle traditionnel de répression.

> Visées sur la Cyrénaïque

> Au lieu de jeter les dictateurs dehors en envoyant des soldats américains, Barak Obama préfère faire jeter aux orties les dictateurs « par leur propre armée », assure l'ancien responsable des services spéciaux français.

> Pessimiste en ce qui concerne la Tunisie, très pessimiste pour l'Egypte, Alain Chouet est carrément alarmiste quant au devenir de la Libye. Il souligne que la révolte a débuté le 15 février en Cyrénaïque, dans la région de Benghazi, « avec l'apparition brutale de civils armés ». Or, curieusement, les observateurs étrangers ne se sont

pas demandés comment des centaines d'hommes sont apparus « armés de canons B7 et B10 sans recul, de canons bitubes anti-aériens, des mitrailleuses de 500 et 800, des lance-roquettes individuels ».

L'auteur de « Au cœur des services spéciaux » n'exclut pas que le haut commandement égyptien ait pu recevoir la promesse de la part des Américains que la Cyrénaïque, riche en pétrole, soit un jour rattachée à l'Egypte, surpeuplée, et qui manque cruellement de ressources.

> (*) Alain Chouet, entretiens avec Jean Guisnel « Au cœur des services spéciaux.

La menace islamiste : fausses pistes et vrais dangers », La Découverte,

301 pages, 20 €

par Ian Hamel –

publié le mercredi 7 septembre 2011

3) Politique

a) Les collaborateurs afghans

Sur le terrain...

L'Afghanistan et la Chine signent un accord sur l'exploitation du pétrole.

Le gouvernement afghan et l'entreprise d'Etat China National Petroleum Corporation (CNPC) ont signé mercredi un accord sur l'exploitation du pétrole en Afghanistan. L'entreprise chinoise remporte ainsi le premier appel d'offres relatif aux champs pétrolifères afghans.

"Selon l'accord signé aujourd'hui avec la CNPC, l'entreprise chinoise va pouvoir exploiter les gisements pétroliers situés dans le bassin de la rivière Amu Darya, dans le nord de l'Afghanistan, et devrait commencer à produire du pétrole au cours des deux ans à venir", a déclaré aux journalistes le ministre afghan des Mines, Waheedullah Shahrani, juste avant la signature de l'accord.

Les deux parties, représentées respectivement par Waheedullah Shahrani et Lu Gongxun, directeur général de la CNPC, ont signé l'accord au Centre gouvernemental de presse et d'informations à Kaboul. "C'est un grand plaisir pour moi de prendre part à cette cérémonie de signature, qui marque le début de la coopération énergétique entre la CNPC et le ministère afghan des Mines. Cette cérémonie est un symbole de la coopération bilatérale en matière d'énergie", a déclaré M. Lu lors de la cérémonie. En vertu de l'accord, la CNPC va lancer ce projet en collaboration avec un partenaire local, Watan Group.

Le contrat stipule que la CNPC devra payer 15% de redevance sur le pétrole et 20% de taxe d'exploitation; l'Afghanistan obtiendra pour sa part 70% du bénéfice de la vente du pétrole.

Source: xinhua

Irna : L'Iran et l'Afghanistan signent un accord de défense.

L'Iran et l'Afghanistan à la fin de la première rencontre de leur commission mixte de coopération de défense à Téhéran ont signé un protocole d'entente portant sur l'élargissement de leur coopération de défense.

Selon un communiqué du ministère iranien de la Défense, le protocole d'accord a été signé par les responsables des deux parties ».

Pendant la cérémonie de signature, les deux parties ont exprimé l'espoir que l'accord aiderait à promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité en Afghanistan ainsi que dans toute la région.

Cet accord a appelé également à la promotion de programmes de formation dans les domaines de la logistique et de l'ingénierie.

La délégation militaire afghane pendant son séjour à Téhéran s'est entretenue avec le ministre iranien de la défense, le ministre iranien des Affaires étrangères et le président de la commission de la sécurité nationale et de politique étrangère du parlement iranien sur des sujets d'intérêts mutuels ainsi que des développements régionaux.

La délégation afghane a également visité certaines installations de défense iranienne.

14 Décembre 2011.

Téhéran.Irna.

b) Les occupants

1) Usa

Obama

Joseph Kishore : La 'Meutre S.A.' de Barak Obama opère dans le monde entier.

L'administration Obama a construit un vaste appareil ayant pour but l'exécution d'assassinats et comprenant des engins volants sans pilote (drones), opérés par la CIA et l'armée. Ce réseau de « machines à tuer » est géré dans le secret, derrière le dos du peuple américain et virtuellement en dehors de tout contrôle de la part du Congrès américain.

Le programme dans le cadre duquel opèrent ces « drones » a fait l'objet d'un article publié par le *Washington Post* le 28 décembre et intitulé « Sous Obama, l'émergence d'un appareil mondial du meurtre par drone ». Si l'article est de présentation plutôt discrète, ce qu'il montre n'en est pas moins effrayant : un gouvernement s'est arrogé le droit de tuer n'importe qui dans le monde sans même se soucier d'une apparence de légalité. On a déjà tué de cette façon des milliers de personnes.

Selon le *Washington Post*, ce 'programme drones', « comprend des dizaines de sites secrets dont deux sites principaux opérationnels sur la côte Est, des cockpits virtuels de l'US Air Force dans le Sud-est et des bases clandestines dans six pays sur deux continents. »

Selon les conclusions d'une étude du Bureau du Budget du Congrès américain, les Etats-Unis ont 775 drones 'Predator' et autres, plus un nombre inconnu de drones opérés par la CIA et faisant partie d'opérations secrètes. Les assassinats ont jusqu'à présent eu lieu dans au moins trois pays, en dehors des

guerres en Irak et en Afghanistan. Le drone abattu récemment au dessus de l'Iran indique cependant des opérations bien plus étendues.

Un des premiers actes d'Obama en tant que président a été d'ordonner une attaque de drone Predator au Pakistan. 240 attaques ont été effectuées depuis contre ce pays, entraînant la mort de milliers de personnes, pour la plupart des civils. Quelques quinze attaques ont été effectuées au Yémen et d'autres encore en Somalie.

Le quotidien donne une description des « listes de sujets à assassiner » compilées par la CIA et le Joint Special Operation Command (JSOC) de l'armée américaine, sans que les critères utilisés pour la sélection des personnes ciblées soient rendus publics. La liste de la CIA est apparemment plus courte que celle de l'armée, ce que certains de ceux qui sont impliqués dans le programme de drones attribuent au fait qu'elle a eu moins de temps pour la dresser. Selon certains responsables, « L'Agence finira par rattraper le temps perdu. »

Parmi les gens assassinés, se trouvent trois citoyens américains, dont Anwar Al-Awlaki qui fut tué le 30 septembre et son fils de 16 ans, tué lui, par le JSOC quelques semaines plus tard. Tous deux furent tués au Yémen. Le *Washington Post* affirme que le jeune Awlaki n'était pas la cible prévue. Ce « citoyen américain sans implication passée avec Al-Qaïda » était au contraire une « victime non intentionnée. » Pour expliquer l'augmentation des assassinats par drone, le journal mentionne la fermeture officielle de programmes de détention et la fin des transferts à Guantanamo Bay. Cela laissait « peu d'options mis à part les attaques par drones... » En d'autres mots, au lieu d'enfermer des 'terroristes' présumés dans des camps et des centres de torture, l'administration Obama s'est dit qu'il serait simplement plus efficace de les tuer en secret.

Ces deux programmes différents sont soi-disant contrôlés par diverses commissions du Congrès. Mais, précise le *Post*, « aucune de ces commissions n'est en mesure de comparer les listes de sujets à abattre de la CIA et de la JSOC ou même de parvenir à une compréhension générale des règles selon lesquelles chacune de ces listes est fabriquée. »

Les dirigeants des deux fractions parlementaires sont tout à fait complices car les responsables des commissions sur les services de renseignement et l'armée acceptent de limiter ce qui peut être discuté publiquement. « Le fait qu'un président de leur parti ait monté une machine aussi efficace dans le but d'éliminer de façon ciblée des gens suspectés de terrorisme ne trouble pas outre mesure les dirigeants démocrates. »

Le président Lyndon Johnson, arrivé au pouvoir à la suite de l'assassinat de John F. Kennedy, avait en son temps admis que la CIA avait monté une entreprise qu'il appela, dans une remarque restée fameuse, une « damnée 'Meurtre S.A.' dans les Caraïbes ». Celle-ci avait plusieurs fois tenté d'assassiner le dirigeant cubain Fidel Castro. Le gouvernement Nixon fut lui, impliqué dans de nombreux complots d'assassinat. Cela avait contribué aux enquêtes à des fins de destitution qui conduisirent finalement à sa démission. Des enquêtes menées par la Commission Church du Sénat américain dans les années 1970 ont finalement conduit à un ordre exécutif interdisant officiellement la pratique de l'assassinat.

Les actes de l'administration Obama et la vaste augmentation des pouvoirs secrets de la CIA et de l'Armée dépassent de loin les crimes commis à cette époque.

Les assassinats extra-judiciaires sanctionnés par l'Etat sont une métastase de la « guerre à la terreur » menée sur tout le globe, un élargissement d'une criminalité internationale qui comprend le lancement de guerres d'agression, l'emprisonnement indéfini et la torture. Ils sont devenus une importante composante de la politique militaire américaine. Celle-ci comprend aussi la guerre en Libye qui s'est conclue par l'assassinat, soutenu par les Etats-Unis, de Mouammar Kadhafi. Obama a fait du meurtre extra judiciaire de Osama ben Laden un des hauts faits et un des événements charnière de son administration.

La violence sans frein et l'abolition de la démocratie sont deux aspects d'un même processus. Les révélations du *Washington Post* suivent de deux semaines à peine le passage du National Defense Authorization Act. Cette loi donne, pour la première fois explicitement, un sceau d'approbation parlementaire à la détention militaire indéfinie de citoyens, américains ou non, selon le bon vouloir du président. La loi abolit dans les faits le recours d'habeas corpus et les garanties constitutionnelles d'application régulière de la loi.

L'administration qui préside à cette affirmation de pouvoirs quasi dictatoriaux, dirigée par Obama, est pour l'essentiel une alliance entre de puissants intérêts financiers et l'appareil militaire et des services de renseignements.

Ce gouvernement de la réaction extrême jouit du soutien déterminant d'une partie de la classe moyenne argentée qui, sur la base de la politique identitaire, s'est réconciliée avec une politique qui va au-delà même de celle de l'administration Bush. Tout est bon et même « progressiste » du moment que c'est un président afro-américain qui le fait.

La conduite d'un réseau destiné à exécuter des gens n'a rencontré qu'une objection de pure forme de la part de journaux comme *La Nation* et d'autres gens et partis 'de gauche' qui soutiennent le Parti démocrate. Un commentateur libéral, Ta-Nehisi Coates, un des principaux rédacteurs en chef du magazine *Atlantic*, fit en réponse à l'article du *Washington Post*, ce commentaire réjouit: « Les drones sont l'arme parfaite de la démocratie. On obtient tout le mérite d'avoir tué les ennemis du pays et on ne porte pas le blâme de pertes militaires. Le massacre occasionnel d'un garçon de 16 ans est certes regrettable, mais pratiquement sans conséquence du point de vue politique. »

La défense des droits démocratiques, la défaite de l'impérialisme américain, la lutte contre l'inégalité sociale dépendent de la formation d'un mouvement politique de masse de la classe ouvrière sur la base d'un programme socialiste.

Ce mouvement entrera directement en conflit avec l'administration Obama, le Parti démocrate et ses apologues 'de gauche'.

(Article original publié le 29 décembre 2011)

Joseph Kishore

4 janvier 2012

<http://www.wsws.org/francais/News/2012/jan2012/obam-j04.shtml>

3 Occupation de l'Afghanistan

Reuters : Clinton et Juppé d'accord « pour poursuivre la mission ».

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le ministre des affaires étrangères Alain Juppé sont tombés d'accord samedi pour « travailler ensemble » afin d'assurer la poursuite de la mission (...) internationale en Afghanistan.

Les deux ministres sont tombés d'accord pour que les Etats-Unis et la France « travaillent avec les partenaires de l'isaf (la mission de l'Otan) et le gouvernement afghan afin d'assurer la solidité et l'efficacité continues de la mission ».

12-01

Qu'en pensent les Voisins ?

Russie

french.ruvr : Guantanamo – Le Ministère des Affaires étrangères russe : « la zone d'un vide juridique »

La prison américaine sur la base de Guantanamo à Cuba contient toujours 171 prisonniers.

Ces gens-là se trouvent dans «le vide juridique» et ils ignorent complètement leur destin ultérieur.

Le Ministère des Affaires étrangères russe trouve une telle situation sans précédent dans l'histoire contemporaine, est-il dit dans la déclaration du MAE sur son site web.

La prison à Guantanamo est apparue le 11 janvier 2002 - d'abord, comme un camp de détention provisoire. C'est alors que les premiers 20 détenus pris au cours de la guerre globale contre le terrorisme, annoncée par les États-Unis, ont été placés là. Au cours des 10 dernières années, le camp s'est transformé en une vraie institution pénitentiaire. Environ 800 personnes de 23 pays âgés de 25 à 62 ans, sont passées par là. Formellement à Guantanamo se trouvent les gens soupçonnés des liens avec les organisations terroristes – "Al - Qaïda", "le Taliban" et d'autres. Sergei Maksimov, l'expert dans le domaine du droit international, commente ainsi cette situation:

«La prison à Guantanamo est un phénomène extraordinaire dans la vie moderne. C'est un camp qui était créé pour les personnes accusées par les autorités des États-Unis de divers crimes. De plus, il se trouve sur le territoire d'un autre État, c'est le territoire cubain. Et la situation, lorsqu'il y a des prisons exterritoriales, des lieux où des gens sont détenus sans que l'accusation contre eux soit présentée est un malentendu du point de vue de la pratique internationale moderne».

Les défenseurs des droits de l'homme donnent depuis longtemps un signal d'alarme au sujet de la prison. Leur principal argument est celui-ci: son existence contredit les normes du droit international. Plusieurs

prisonniers se trouvent là sans présentation des accusations officielles, et leur traitement n'entre aucunement dans le cadre des règles d'une société civilisée.

Les Américains eux-mêmes ont reconnu que l'on appliquait aux prisonniers les méthodes interdites de l'enquête. On sait aussi que trois personnes soupçonnées du terrorisme ont subi les tortures en forme de l'imitation d'une noyade. Déjà du temps du président George Bush-junior, 537 prisonniers étaient libérés. Et Barak Obama, lui, après l'entrée en fonction, a ordonné de fermer la prison au cours d'une année – vers janvier 2010. Le congrès a bloqué cette décision, et le président n'avait pas assez de courage pour profiter de son droit de veto. Il était supposé qu'une partie des prisonniers seraient jugés, d'autres – extradés. Au total, seulement 6 personnes étaient officiellement condamnées, 8 sont mortes, d'autres n'ont toujours pas été accusées. Une telle situation est sans précédent, trouve le Ministère des Affaires étrangères russe. Cela témoigne des violations les plus grossières du droit international par les États-Unis.

Le MAE a également commenté la situation avec l'adoption aux États-Unis des nouvelles lois antiterroristes. Elles contribuent au renforcement de l'application ex-territoriale de la législation américaine - pénale et antiterroriste - en ce qui concerne les citoyens des tiers-pays. Washington viole ses obligations suivant le Pacte International sur les droits civils et politiques de 1966. Ce document interdit la privation illégale de la liberté et le mauvais traitement des prisonniers. Il contient aussi la position sur la nécessité de la garantie d'une justice équitable. Il paraît qu'à Washington, on se croit au-dessus des obligations internationales et, en fait, on légalise ainsi les prisons, semblables à celle de Guantanamo. Le président Obama, en signant les nouvelles lois, se contredit, laissant les services secrets agir à leur gré.

16 Janvier 2012

french.ruvr.ru

Cri.cn : Les plans militaires américains en Asie centrale et en Afghanistan inquiètent la Russie.

Les projets américains d'accroître leur présence militaire en Asie centrale et d'établir d'importantes bases militaires en Afghanistan inquiètent la Russie, a déclaré jeudi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergeï Lavrov.

"On ne sait pas encore comment le retrait des troupes (américaines) prévu en 2014 après la fin des opérations antiterroristes correspond aux projets américains d'établir des bases militaires importantes en Afghanistan", a déclaré M. Lavrov aux journalistes après sa rencontre avec le ministre indien des Affaires extérieures, S.M. Krishna, ici à Moscou.

M. Lavrov a déclaré que Moscou avait discuté du sujet avec les représentants afghan et américain, mais *"il y a plus de questions que de réponses pour l'instant"*.

"Par ailleurs, des informations arrivant périodiquement montrent que nos collègues américains veulent accroître leur présence militaire en Asie centrale", a-t-il fait savoir.

M. Lavrov a souligné que, dès le début des opérations contre Al-Qaïda et les résistants, la Russie avait été informée que la présence étrangère en Afghanistan et ses centres de transit en Asie centrale seraient utilisés uniquement pour combattre cette menace terroriste particulière.

"Il a été dit à la Russie qu'il n'y avait pas de calculs géopolitiques sur le long terme", a poursuivi M. Lavrov, concluant que ces principes devraient être entièrement respectés.

2011-11-17

<http://french.cri.cn/781/2011/11/17/304s261402.htm>

Les organisations mondiales

Crisis Group (ICG),

D'après l'International Crisis Group (ICG), plusieurs attaques qui ont frappé la capitale entre 2008 et 2010 ont été fomentées par le commandant des résistants pour la province de Kapisa, Qari Bariyal, allié pour la circonstance au réseau Haqqani, dirigé à Tagab par le mollah Daoud et son frère Aman. Les insurgés de Kapisa reçoivent en outre l'aide de résistants venus du Pakistan. Leur passage est facilité par l'abandon par les forces de l'Otan des provinces de Kunar, du Nouristan (Nord-Est) et du nord du Laghman, frontalier avec le district de Tagab. L'armée américaine a quitté la région à partir de 2010, incapable de contrer les attaques insurgées contre ses postes de combat installés dans les montagnes. Les

résistants pakistanais en ont profité pour s'infiltrer avant d'y installer des camps d'entraînement. Tout aussi inquiétant, des membres d'Al-Qaeda y sont régulièrement signalés. Vingt-cinq d'entre eux, dont un leader saoudien, Abu Hafs al-Najdi, ont été tués début 2011 dans la Kunar lors d'opérations de l'Otan.

LUC MATHIEU

21-02

<http://www.liberation.fr:80/monde/01012384832-afghanistan-echec-et-morts?xtor=EPR-450206>

3 Dans le monde

France

LUC MATHIEU : Afghanistan, échec et morts.

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs mais doit être vu comme information.

Récit : Quatre soldats français ont été tués vendredi dans leur base de la province de Kapisa par un membre de l'armée afghane.

Une tuerie qui marque l'impossible sécurisation d'une région acquise aux résistants.

Les quatre soldats français terminaient vendredi, vers 10 heures, leur séance de footing dans l'enceinte de la base de Gwan, près de Tagab, dans le sud de la province de Kapisa. Désarmés, ils ne portaient pas leur gilet pare-balles. C'est à ce moment qu'ils ont été tués par un soldat afghan qui a ouvert le feu à l'arme automatique. Au moins 15 autres militaires ont été blessés, dont 8 grièvement, selon le ministère de la Défense.

«*Je ne peux accepter que des soldats afghans tirent sur des soldats français*», a aussitôt réagi Nicolas Sarkozy, avant d'évoquer un retrait anticipé de l'armée française d'Afghanistan (*lire page suivante*). François Hollande a de son côté réaffirmé sa «*volonté de retirer [les] forces [françaises] le plus rapidement possible, au plus tard à la fin de l'année 2012*». Les opérations de formation de l'armée afghane ont par ailleurs été suspendues.

place forte. La tuerie de vendredi s'est produite alors que l'armée française a considérablement réduit ses opérations dans la zone. Hormis les forces spéciales, les soldats déployés dans le district de Tagab ne sortent quasiment plus de leurs bases. Ils cantonnent leurs rares actions le long de la route qui mène à Sarobi, dans le sud du district de Tagab, en accompagnant des soldats de l'armée afghane. Cette stratégie de repli a été ordonnée par l'Elysée après l'attentat-suicide qui avait déjà tué 5 soldats français, le 13 juillet, dans le village de Joybar, à moins de deux kilomètres de la base de Tagab. Les militaires sécurisaient alors une *choura* (assemblée de notables) où était discutée la construction d'un hôpital. «*S'ils avaient été tués lors d'une opération pour arrêter un chef taliban, l'Elysée aurait peut-être réagi différemment. Mais là, il était inadmissible qu'il y ait autant de pertes pour une mission aussi banale*», explique un gradé. Désormais retranchés dans leurs camps, les militaires français n'ont plus aucune chance de sécuriser un district qu'ils n'ont, en fait, jamais contrôlé.

Peuplé quasi exclusivement de Pachtounes, Tagab reste une place forte des insurgés. Les résistants, qui en avaient été chassés à la fin 2001, se sont peu à peu réimplantés en éliminant les membres du Hezb-i islami, le groupe islamiste rival de Gulbuddin Hekmatyar. Ils seraient désormais plusieurs centaines à y évoluer, selon des sources militaires. Sûrs de leur puissance, ils n'hésitent pas à régenter la vie quotidienne des habitants. Des commandants insurgés locaux rendent des décisions de justice dans des mosquées à quelques kilomètres de la base française. Les appels au jihad sont courants durant les prières du vendredi, tout comme les menaces contre ceux qui travaillent avec le gouvernement afghan.

Pour contrer cette emprise des résistants, l'armée française a tenté de «gagner les cœurs et les esprits» de la population. La stratégie a été un échec, les projets de développement étant trop peu nombreux. La route qui mène à Saroubi et permet de contourner Kaboul a bien été achevée, mais la sécurité n'y est pas assurée. La majorité des villages du district ne sont toujours pas raccordés à l'électricité. Selon une étude confidentielle réalisée pour l'armée française par The Liaison Office, une ONG afghane, les habitants de Tagab se disent frustrés à la fois par le choix des projets de reconstruction et la mauvaise qualité des travaux réalisés par les entreprises locales, soupçonnées de corruption.

L'échec de l'armée française, et avant elle des Américains, à sécuriser Tagab est d'autant plus préoccupant que la zone sert de base à l'organisation d'attentats à Kaboul, situé à moins de 100 kilomètres.

LUC MATHIEU

21-02

<http://www.liberation.fr:80/monde/01012384832-afghanistan-echec-et-morts?xtor=EPR-450206>

Reuters : Gérard Longuet, le ministre français de la défense, doit s'entretenir avec le président afghan Hamid Karzaï et les ministres afghans de l'intérieur et de la défense. Le soldat afghan qui a tué quatre militaires français tués vendredi était « [un taliban infiltré depuis longtemps](#) » a confirmé(...) le ministre de l'intérieur.

Le décès des quatre soldats avait amené le président [Nicolas Sarkozy à s'interroger sur un retour anticipé du](#) contingent.

21-02

4 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

Pertes déclarée des occupants.

US & Isaf

Province d'Helmand (sud de l'Afghanistan).

20-01

Six marines américains ont péri jeudi dans un accident d'hélicoptère dans la province de Helmand, dans le sud de l'Afghanistan, a déclaré vendredi un haut responsable américain de la Défense à l'Associated Press.

L'OTAN avait auparavant annoncé que six de ses soldats avaient péri dans l'accident sans préciser leur nationalité.

L'Alliance a indiqué dans un communiqué diffusé tôt vendredi qu'aucune activité hostile n'avait été enregistrée dans la zone au moment du crash.

Selon le responsable s'exprimant sous le couvert de l'anonymat joint par l'AP, rien n'indique que l'hélicoptère ait été touché par des tirs ennemis.

AP

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Bernie Sanders au Sénat des USA

14-01

<http://www.youtube.com/watch?v=pSD7rDdbgA4&feature=youtu.be>

5-2 Obama et la loi sur la détention prolongée

http://www.dailymotion.com/video/xnyfal_obama-et-la-loi-sur-la-detention-prolongee-loi-ndaa_news#from=embediframe

6 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

6-1 Slate : Un viol toutes les 3 heures dans l'armée américaine. !!!

Le problème du viol dans l'armée américaine a longtemps été passé sous silence et continue d'ailleurs à l'être, raconte le quotidien britannique The Guardian, pointant la [présence d'une culture de l'ignorance et de la confidentialité chez les militaires](#).

C'est l'histoire de Kate Weber, violée, après un bal, par un officier qui l'avait conduite vers l'issue de secours d'un bâtiment pour soi-disant lui parler de son travail; c'est aussi celle de Rick Tringale, qui a subi un viol collectif dans son dortoir lors de ses premières semaines d'entraînement.

On estime que 37% des agressions sexuelles dans l'armée sont commises sur des soldats. Pour Mic Hunter, auteur de l'essai *Honor Betrayed: Sexual Abuse in America's Military*, cité par Newsweek, ce sont [bien souvent des hétérosexuels qui commettent ce type d'agressions](#), non par pulsion sexuelle, mais pour «remettre les gens à leur place». Dans ce cas, «l'agression sexuelle n'est pas une question de sexe, mais de violence».

En février, 17 membres militaires et vétérans ont [porté plainte contre le Pentagone](#) (via une class action) pour protester contre le «fléau» des violences sexuelles pratiquées dans l'armée américaine et ont particulièrement visé les anciens secrétaires d'Etat Robert Gates et Donald Rumsfeld pour avoir toléré, ignoré voire encouragé implicitement la poursuite de telles pratiques.

En 2005, face à la médiatisation de certaines histoires de viol et l'accroissement du nombre de femmes dans l'armée, le Congrès avait demandé au département de la Défense de réfléchir aux mesures à mettre en place pour une meilleure prévention de telles pratiques, ce qui donna lieu à la création du [Sexual Assault Prevention and Response Office](#). En 2007, le département de la Défense avait signalé 2.200 cas de viols dans l'armée; le nombre a augmenté à 3.158 en 2010 (soit un viol toutes les 3 heures) et une femme sur 3 a déclaré avoir expérimenté une forme de violence sexuelle, allant du harcèlement au viol. Ce nombre est deux fois supérieur à la moyenne de la population féminine civile américaine, chez qui on répertorie un traumatisme d'ordre sexuel pour une femme sur 6.

Dans une enquête, un journaliste d'Al-Jazeera estimait en octobre 2011 que de nombreux cas de viols étaient [généralement classés](#), faute de preuves ou d'informations concordantes et que seulement 8% des agresseurs supposés étaient réellement poursuivis. En dépit des 15 millions de dollars mobilisés, le Government Accountability Office, qui évalue le suivi des politiques publiques, a estimé en 2008 que [peu de choses avaient été accomplies](#) en la matière.

Pourquoi l'armée faillirait-elle à protéger ses soldates des intentions malveillantes de leurs collègues? Pour Kira Mountjoy-Pepka, directrice de [Pack Parachute](#), association défendant les droits des victimes de «[military sexual trauma](#)» (terme retenu par le département américain des vétérans pour qualifier les agressions ou harcèlements sexuels subis par les membres de l'armée), la non-judiciarisation de ces affaires s'inscrit dans la doctrine juridique qui a suivi l'arrêt [Feres v. United States](#), après lequel la Cour suprême américaine a rendu difficile toute poursuite engagée contre l'armée, laquelle tend à être placée à l'extérieur de la sphère du droit du travail.

Une désillusion pour ces femmes qui «*aspiraient à des longues carrières dans l'armée et croient en leur mission*» et qui, faute d'avoir reçu l'écoute nécessaire à la suite de leurs traumatismes post-viol, «*sont conduites à démissionner ou à prendre leur retraite plus tôt car elles n'ont pas su surmonter leurs souffrances*», [relève Sandra Park](#), avocate auprès de l'[American Civil Liberties Union](#) (ACLU) interrogée par IPS News. The Guardian mentionne l'existence de sites comme [mydutytospeak.com](#) permettant aux victimes de viols de partager leurs expériences.

Photo: [Des officiers de l'armée américaine à la conférence sur les femmes servant en Irak](#)

United States Forces Iraq via Flickr CC [License by](#)
<http://www.slate.fr/lien/47343/armee-americaine-viol>

6-2 Louis Denghien : Sarkozy : menaces & débâcles.

« *La France ne se taira pas devant le scandale syrien* » : c'est Nicolas Sarkozy qui l'a dit vendredi matin 20 janvier, à l'occasion de ce qui pourrait bien être ses ultimes vœux au corps diplomatique. Ces dix derniers mois, en tout cas, il est certain que la France, par sa bouche et plus encore celle de son ministre des Affaires étrangères, n'est pas restée silencieuse sur le cas syrien. Et, hélas, la France – par la faute de ces deux hommes – a proféré beaucoup de contre-vérités, de mensonges, sans oublier les menaces et rodomontades. C'est bien simple, Sarkozy/Juppé *regnante*, notre pays a parlé d'une même voix avec les Etats-Unis.

La veille, Alain Juppé avait une nouvelle fois envoyé un coup de patte à la mission d'observation de la Ligue arabe, qui se déroule selon lui « *dans des conditions qui ne sont pas satisfaisantes* ». Pas satisfaisantes pour lui, ça ne fait guère de doute : nombre des quelque 165 observateurs arabes ont fait état de violences de partisans de l'opposition, d'autres ont dit que la situation dans telle ou telle ville était calme ou allait en s'arrangeant.

Le coût politique et humain d'un tropisme pro-américain

Cette guérilla de communiqués et de déclarations fielleuses est, il est vrai, la seule intervention qui reste permise au tandem Sarkozy/Juppé : le jour même de la présentation des vœux présidentiels, quatre nouveaux militaires français tombaient en Afghanistan – 16 autres étant blessés dans le même attentat. Et la première réaction du « chef » de l'Etat était d'évoquer un possible « *retrait anticipé* » de nos troupes, la deuxième consistant à suspendre « *toutes les opérations de formation et d'aide au combat* » à l'armée afghane. **Alors, dans ces conditions, une intervention militaire otanesque à participation française comme au « bon vieux temps » de la Libye...** D'ailleurs, Alain Juppé vient même de se prononcer contre l'idée – il est vrai délirante – de ses amis qataris de déployer une force arabe en Syrie, c'est dire si la jactance n'empêche pas la prudence !

Revenons sur cette tragédie franco-afghane : 82 militaires français ont été tués – et 500 blessés – à ce jour en Afghanistan parce que Chirac, puis Sarkozy ont voulu mériter l'amitié de l'Oncle Sam, que celui-ci ait les traits de George Bush Jr ou ceux de Barack Obama. En Afghanistan, Sarkozy a imité en toute chose Obama (pourtant, il est notoire que les deux hommes se méprisent mutuellement), augmentant (juillet 2010) les effectifs français après qu'Obama eût décidé d'envoyer 30 000 G.I.'s supplémentaires, et annonçant le retrait de 1 100 soldats quand son homologue américain a annoncé le départ de 33 000 soldats d'ici septembre 2012.

Et ce suivisme s'est retrouvé sur l'Iran, la Libye (où l'élève français a dépassé et précédé le maître yankee)... et la Syrie. Au point que des hommes de la DGSE se retrouvent en Turquie pour « aider » les gangs de l'ASL. « *Attention, président dangereux* » écrivions nous (le 1er septembre 2011) à propos de Nicolas Sarkozy. Dangereux parce qu'il pense et réagit américain. Ou pro-américain, avec ce que ça suppose de surenchère. Des analystes ont pu écrire que si cet homme avait été président en 2003, la France se serait retrouvée embarquée dans le désastre irakien. Et d'autres disent que Sarkozy aurait bien aimé en découdre avec l'Iran. **Et bien sûr avec la Syrie, dans le collimateur des Américains et de leurs suiveurs parce que c'est un allié de l'Iran, LA cible géopolitique à abattre – en attendant la Russie et la Chine – pour les stratèges néo-conservateurs sévissant des deux côtés de l'Atlantique.**

On n'en attendait pas moins de « Sarko l'Américain ». Mais quant au « gaulliste » Juppé...

Quoiqu'il en soit, ces menaces françaises interviennent sur fond de débâcle. Débâcle politique plus encore que militaire en Afghanistan qui ne devrait pas échapper longtemps à la *reconquista* des Résistants, en dépit des propos lénifiants des Juppé et autres Longuet. Débâcle électorale annoncée par les sondages et la plupart des analystes pour la présidentielle à venir – il y a fort à parier que Bachar al-Assad survivra politiquement à Nicolas Sarkozy.

Mais combien de militaires français tomberont-ils encore avant la fin de cette calamiteux et déshonorant quinquennat ? Et combien de mensonges et de coup tordus contre la Syrie de la part de ce qui fut la diplomatie française ?

Louis Dénghien,

le 20 janvier 2012

6-3 Yves.Harté : Pourquoi l'Afghanistan ?

On ne sait, dans la mort de ces quatre soldats français en Afghanistan, ce qui bouleverse le plus. L'annonce de leur mort ?

Le nombre de Français tombés au front en dix ans – 80 depuis 2001 ? Ou les circonstances ?

Un légionnaire et trois chasseurs alpins tués. 16 autres blessés.

Et cela non pas dans un raid d'exploration, dans une embuscade au fond d'une vallée pierreuse, au détour d'un chemin ocre et boueux. Ce n'est pas non plus une mine qui a explosé sous les roues d'un blindé. Depuis que nous sommes partis là-bas pour une étrange guerre, jamais ces morts « au combat » n'ont mieux traduit la totale ambiguïté de notre engagement. Ils sont morts sur le lieu où ils se croyaient en sécurité. Ces soldats, parmi les plus aguerris de l'armée française, ont été tués à bout portant par une arme automatique pendant leur footing dans leur base de Gwan, dans le sud d'une province oubliée, la Kapisa, nom devenu tragiquement familier depuis que nos forces armées y ont été déployées. C'est un soldat afghan, formé par l'armée française pour assurer la transition militaire, qui a ouvert le feu, choisissant soigneusement ses victimes et essayant d'en tuer le plus grand nombre.

Ce drame est double. Depuis longtemps, nous sommes quelques-uns – aujourd'hui de plus en plus nombreux – pour dire qu'aucune armée étrangère n'a pu rester durablement dans ce pays. Fût-ce la plus

grande des puissances. Ni l'empire moghol ni les dynasties de l'Indus ne surent imposer une domination. Pas plus que l'armée britannique de la reine Victoria à l'apogée de son règne. Pas plus que les troupes soviétiques des années 1980.

Alors, comment un agglomérat militaire y serait-il arrivé ? Si l'on pouvait comprendre qu'un raid en 2001 – après la tragédie du World Trade Center -, dont l'objectif était de chasser Ben Laden de son protectorat, obéissait à une logique, il devenait incompréhensible d'espérer y demeurer dès lors que la capture du *supposé* cerveau des attentats du 11 septembre 2001 avait échoué. L'intervention elle-même en devenait caduque. Aujourd'hui, c'est toute cette politique d'aveugle au côté d'une coalition qui est mise en échec et se clôt dans le sang.

Ces morts inutiles disent l'absurdité d'une logique d'orgueil. Pourquoi se retirer maintenant plus vite qu'hier ?

Pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ? Pourquoi être resté coûte que coûte ?

Pourquoi avoir sacrifié tant d'innocents et sanctifié des haines ? Et voir mourir sans cause des soldats de 20 ans

Yves.Harté

dans [Sud-Ouest](#)

le 21 janvier 2012

En lien avec cet article :

[Afghanistan : les résistants revendiquent la mort des 4 soldats français](#) | Source [LeParisien.fr](#), le 21 janvier 2012

[Sibel Edmonds : Mais au fait, l'OTAN, c'est quoi exactement ?](#) | par Sibel Edmonds, sur son blog [BoilingFrogs](#), le 8 décembre 2011

[USA : Pour de nombreux vétérans post 11-Septembre, ces guerres n'en valaient pas la peine](#) paru sur [GateHouse News Service](#), le 8 novembre 2011

[Obama: Un président transparent ?](#) | Pétition soumise par Sibel Edmonds et Coleen Rowley sur le site [warisacrime.org](#), juin 2011

[Faire la guerre « au nom » des victimes](#) | par Jean-Claude Paye et Tülay Umay, sur [VoltaireNet](#) le 9 mai 2011

[Les États-Unis peuvent-ils l'emporter dans cette guerre en Afghanistan, si dépendante à la drogue ? L'opium, la CIA et l'administration Karzai](#) | par Peter Dale Scott, [The Asia-Pacific Journal](#), décembre 2010

[Le 7 octobre 2001 : La décision de l'OTAN et des États-Unis d'envahir l'Afghanistan. Le prétexte d'une « guerre juste »](#) | par Michel Chossudovsky, le 21 décembre 2009, pour [Global Research](#)

7 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

7-1 Communiqué officiel de l'UPR.

Un 79ème, un 80ème, un 81ème et un 82ème morts Français en Afghanistan.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Notre armée est encore frappée aujourd'hui en Afghanistan.

Quatre soldats français ont été tués ce vendredi 20 janvier 2012 à l'aube par un homme portant un uniforme militaire afghan dans l'est de l'Afghanistan. Seize autres ont été blessés.

[source : <http://www.leparisien.fr/international/afghanistan-4-soldats-francais-tues-sarkozy-suspend-les-operations-de-l-armee-20-01-2012-1820858.php>]

Alors qu'il s'exprimait lors de ses vœux au corps diplomatique, Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il suspendait toutes les opérations de l'armée française en [Afghanistan](#), et il a affirmé que « *l'armée française n'est pas en Afghanistan pour que les soldats afghans lui tirent dessus* ».

Compte tenu de la personnalité de [Nicolas Sarkozy](#), qui se réfugie toujours dans le déni lorsqu'il est en difficulté et qui affirme à peu près systématiquement le contraire de ce qu'il pense en toutes circonstances, cette phrase vaut avec : **les événements le forcent à constater que** « *l'armée française est en Afghanistan pour que les soldats afghans lui tirent dessus* ».

Comme dans tous les cas précédents, l'UPR déplore vivement ce décès de 4 militaires français, ainsi que les souffrances des 16 blessés.

Pour être des engagés volontaires, nos soldats n'en demeurent pas moins des hommes que les plus hautes autorités de l'État ont envoyé, sans l'assentiment du peuple français, mener une guerre scandaleuse.

Cette guerre est scandaleuse à tous les égards :

- elle nuit aux intérêts bien compris de la France,
- elle n'est justifiée par aucune agression préalable contre la France,
- elle menace la Paix ailleurs dans le monde,
- elle bafoue les principes d'humanité et de justice entre les nations,
- elle provoque fatalement des crimes de guerre épouvantables.

L'UPR présente toutes ses condoléances les plus attristées aux familles des 20 victimes, ainsi qu'aux familles de toutes les victimes de cette guerre immorale, qu'elles soient françaises, afghanes, américaines ou autres.

Toutes sont les victimes de ce bain de sang honteux et criminel qui a été déclenché, rappelons-le, à la demande du gouvernement américain suite aux attentats du 11 septembre 2001, voici plus de 10 ans, et cela sans qu'une relation de cause à effet claire entre ces attentats et la situation intérieure afghane ait été indubitablement démontrée.

L'UPR rappelle qu'elle exige :

- 1)- le retrait immédiat de toutes nos troupes présentes en Afghanistan (et aussi en Libye).
- 2)- le retrait de la France de l'OTAN (et pas seulement de son « Commandement militaire intégré »), ce qui suppose de dénoncer l'article 42 du traité sur l'Union européenne.
- 3)- le retrait de la France de l'Union européenne, qui n'est que le volet civil d'une construction hégémonique euro-atlantiste, dirigée depuis Washington et Bruxelles, dont le volet militaire s'appelle l'OTAN.
- 4)- la dénonciation solennelle de la théorie états-unienne du « Choc des civilisations ». Cette doctrine, qui constitue le soubassement idéologique de la construction dite « européenne » et des interventions militaires occidentales en Afghanistan ou en Libye, est extrêmement nocive pour la paix du monde. Elle doit être dénoncée comme contraire au droit international, contraire à la vocation émancipatrice des idéaux de la Révolution française et de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, et contraire aux principes universels posés par la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

En conclusion, l'UPR dénonce le silence complice de tous les autres partis politiques français face à cette guerre néo-coloniale.

Ce silence complice est encore plus honteux lorsqu'il émane des partis prétendument d'opposition, et notamment des partis dits « de gauche » qui avaient jadis une tradition pacifiste marquée.

Ce silence complice prouve à lui seul que la présence militaire de la France en Afghanistan découle de l'inféodation de notre pays aux intérêts euro-atlantistes, inféodation que seule l'UPR dénonce.

L'UPR rappelle à cette occasion que l'article 42 du traité sur l'Union Européenne (TUE) subordonne la défense dite « européenne » à l'OTAN.

L'UPR rappelle qu'elle est le seul mouvement politique français à réclamer conjointement :

- le rappel immédiat de nos troupes d'Afghanistan et de Libye
- la sortie de l'OTAN
- et la sortie de l'Union européenne par application de l'article 50 du traité sur l'Union Européenne.

La position de l'UPR est d'une logique imparable puisque ces 3 situations se tiennent. Elle est seule conforme à l'honneur et à la vocation émancipatrice universelle de la France.

[source : <http://www.leparisien.fr/international/afghanistan-4-soldats-francais-tues-sarkozy-suspend-les-operations-de-l-armee-20-01-2012-1820858.php>]

8 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

8-1 McDonough County : [De nombreux vétérans post 11-Septembre estiment que les guerres n'en valaient pas la peine.](#)

.Dix années se sont écoulées depuis que les États-Unis ont envahi l'Afghanistan, et durant cette décade, [les USA] ont perdu plus de 6000 soldats dans les conflits tant là qu'en Irak.

Les vétérans post 11-Septembre et les troupes [US] encore à l'étranger se sont battues avec courage et

abnégation pour protéger notre nation loin de leurs êtres chers, pour effectuer souvent plusieurs périodes de service au front.

Tandis que le président Obama semble vouloir retirer pratiquement toutes les troupes d'Irak d'ici la fin de l'année, la mission en Afghanistan n'est toujours pas terminée. Le personnel militaire continue d'endurer des sacrifices, parmi lesquels le syndrome du stress post-traumatique et les blessures physiques de guerre.

Aussi, lorsque les vétérans nous font part de leurs opinions sur les missions pour lesquelles ils ont tant sacrifié, nous devrions écouter attentivement. Le Pew Research Centre a diffusé un récent sondage de vétérans post 11-Septembre qui contient quelques informations surprenantes : un tiers des vétérans pense que les guerres en Irak et en Afghanistan n'en valaient pas la peine.

Bien que cette opinion ne soit pas majoritaire, il est surprenant qu'un pourcentage aussi élevé de ceux qui ont risqué leurs vies pour les causes en Irak et en Afghanistan estime que ces guerres n'auraient jamais dû être entreprises.

Le sondage a aussi révélé que pour la majorité des vétérans post 11-Septembre, après dix années de combats, l'Amérique devrait se concentrer moins sur les affaires extérieures et davantage sur ses problèmes domestiques.

Que l'Américain moyen ne fasse pas grand cas de ces missions est une chose. Après tout, elles sont devenues depuis longtemps des problèmes tant politiques que militaires, et il a finalement été demandé relativement peu de sacrifices aux familles de non-combattants – même au niveau des impôts.

Mais concernant ceux qui ont été les témoins directs des efforts en cours, qui ont subi au premier chef la dévastation des guerres et qui ont vu leurs effets sur nos Alliés et leurs positions, il extrêmement frappant de les voir manifester de tels sentiments au sujet de leur expérience à l'étranger.

Ces sentiments sont exactement ce que l'administration Obama devrait prendre en considération alors qu'elle planifie ses prochaines actions. Si autant de vétérans en viennent à penser que partir en guerre fut une erreur depuis le début, il serait temps que le gouvernement réfléchisse exactement pourquoi il en est ainsi et pourquoi il se bat.

McDonough County The Voice

<http://11septembre2001.blogspot.com/>

8-2 Nouvel Observateur : Les maigres résultats (prévisibles) de la conférence de Bonn.

Rien de concret n'est sorti de cette conférence destinée pourtant à programmer l'avenir du pays...

Comme on pouvait le redouter, les quelque 90 délégations réunies à Bonn pour la Conférence internationale sur l'Afghanistan se sont séparées lundi 5 décembre sur une déclaration d'intentions aussi vaine que vertueuse. Selon le communiqué final officiel, "*l'Afghanistan et la communauté internationale sont fortement engagés pour renouveler leur partenariat pour la prochaine décennie*". C'est-à-dire après le retrait du dernier contingent des 140 000 soldats de l'Otan, fin 2014.

En contrepartie de cet engagement international, l'Afghanistan a promis "*de lutter de façon décisive contre la corruption, de mettre en œuvre des réformes pour améliorer le régime et de conforter la démocratie avec la participation de la société civile*".

Promesses à accueillir avec les plus grandes réserves : la corruption, la gabegie, l'incompétence, l'arbitraire, l'abus de pouvoir étant les principales tares du régime en place depuis dix ans, que la communauté internationale s'engage à soutenir envers et contre tout.

L'absence des résistants et du Pakistan

Pouvait-on d'ailleurs attendre la moindre percée diplomatique d'une conférence aussi ample – un millier de délégués -, aussi brève – une seule journée de travaux – à laquelle, de surcroît ne participaient pas deux des principales forces en présence sur le terrain : les résistants et le Pakistan ?

Non. Avant même l'ouverture des travaux, les participants savaient parfaitement que de ce vaste forum ne sortirait aucune initiative concrète. Faute d'avoir pu vaincre les résistants, maîtres du terrain dans de nombreuses provinces après avoir été chassés du pouvoir en 2001, les Occidentaux ont fini par admettre que la seule solution viable était de les contenir militairement tout en recherchant une négociation avec eux.

Mais ce dialogue ne s'ouvrira que si les insurgés acceptent trois conditions : 1) rupture avec Al Qaida, 2) abandon de la violence, 3) engagement à respecter la constitution afghane.

Certains chefs résistants, soutenus par une population lasse de trente ans de guerre sont disposés à accepter le marché. D'autres, convaincus de pouvoir l'emporter à terme, après le départ des derniers soldats de l'Otan, sont résolument hostiles à toute négociation. Ils l'ont indiqué de manière sanglante en assassinant l'homme chargé par Hamid Karzai d'engager le dialogue.

Une armée afghane de 400 000 hommes

L'hypothèse d'une solution négociée avant 2014 est si ténue qu'elle n'est pas réellement prise en compte par la stratégie américaine. Washington et ses alliés de l'Otan estiment pour l'instant que le plus probable, après 2014 est la persistance d'une insurrection que devra affronter, seule, une armée afghane forte de 400 000 hommes. L'une des missions de la force internationale en Afghanistan est d'ailleurs de former, armer et entraîner – non sans mal - cette armée dont le budget annuel est évalué entre 3,5 et 6 milliards de dollars, à verser par les alliés occidentaux de Kaboul.

La tension récurrente entre les Etats-Unis et le Pakistan, aggravée, en mai dernier par la liquidation de Ben Laden au nez et à la barbe des services de sécurité pakistanais, et portée à son comble, récemment, par les frappes de l'aviation de l'Otan sur deux camps de l'armée afghane où 24 soldats ont trouvé la mort, n'arrange rien.

Le Pakistan – ou au moins une partie de son appareil militaire et de ses services secrets – est considéré par Washington, comme le protecteur des résistants afghans. Son rôle pourrait être décisif dans le déclenchement d'un processus de paix. Mais, pour des raisons de politique intérieure – poids des islamistes locaux – et de stratégie régionale – rivalité historique avec l'Inde -, Islamabad ne semble souhaiter ni la stabilisation durable de l'Afghanistan ni l'instauration à Kaboul d'un régime qui échapperait à ses manipulations. Le retour de la paix en Afghanistan n'est donc pas pour demain.

Le problème numéro un de l'Afghanistan : la corruption

La Conférence de Bonn a-t-elle au moins pris des engagements concrets sur l'aide financière à Kaboul ? Non. La version définitive du communiqué final ne fait pas mention d'un soutien financier et ne cite aucun chiffre.

La poursuite et l'organisation de l'aide étrangère devrait, en principe, être discutée en juillet 2012 lors d'une conférence des donateurs annoncée à Tokyo. En attendant, Washington a toutefois fait un geste généreux en débloquant les 600 à 700 millions de dollars d'aide, dont le versement avait été suspendu après la révélation du scandale de la Kaboul Bank dans lequel étaient impliqués les frères du président et du vice-président afghan.

Alors que Hamid Karzai estime à 10 milliards de dollars le montant de l'aide étrangère destiné à compenser, en 2015, le départ des troupes de l'Otan, l'expert chargé par l'ONU d'évaluer le niveau de corruption de l'Etat afghan, Drago Kos, a fait la semaine dernière un constat cruel : *"Nous ne sommes pas satisfait du travail de l'administration afghane chargée de lutter contre la corruption, aucune des hautes personnalités impliqués dans des scandales n'a été l'objet de poursuites. S'il n'y a pas de changements rapides, nous n'aurons aucune raison de rester dans le pays. Le problème numéro un de l'Afghanistan n'est pas la sécurité, ce n'est pas non plus le danger des résistants c'est la corruption. Chacun ici le ressent tous les jours. Ce gouvernement doit nous prouver qu'il est sérieux dans sa lutte contre ce fléau. Et la seule manière de nous le prouver c'est de traîner devant les tribunaux les hauts-dirigeants impliqués"*.

René Backmann - Le Nouvel Observateur

06-12-11

nb

Dire transformation de rebelles en résistants...

8-3 JEAN-PIERRE PERRIN : L'armée afghane, de solution à maillon faible.

Analyse

Le déploiement accéléré d'une force nationale montre ses limites. Nicolas Sarkozy évoque un retrait anticipé.

La formation à marche forcée de l'armée afghane, c'est la solution miracle, vantée tant et plus par les états-majors et hommes politiques, qui estiment qu'elle va permettre à l'Otan de sortir la tête haute du borbier afghan. Une formation à ce point accélérée qu'elle doit faire bondir les effectifs de l'ANA (Armée nationale afghane) de 180 000 hommes actuellement à 300 000 en 2014, date de la fin du retrait des soldats américains qui constituent l'essentiel du corps expéditionnaire. La tuerie perpétrée vendredi par un soldat de l'ANA, qui s'ajoute à de nombreuses autres commises contre les troupes occidentales, porte un coup très dur à cette politique d'afghanisation à tous crins de la guerre où, précisément, les forces françaises jouaient un rôle de formation important.

Les forces afghanes pourront-elles prendre le relais de la coalition ?

C'est la question qui hante les états-majors. Si certaines unités afghanes ont acquis ces dernières années des capacités opérationnelles, et si les forces spéciales américaines et afghanes ont réussi ensemble, *shona be shona* (épaule contre épaule) de belles opérations d'éliminations de chefs résistants, il n'en demeure pas moins que l'ANA est infiltrée par les insurgés.

Cela fait d'ailleurs partie de leur stratégie. A chaque attentat, Washington, Londres ou Paris se dépêchent d'assurer qu'il ne s'agit que d'un acte isolé et d'un incident mineur au regard des progrès réalisés par l'ANA. C'est faux puisqu'un rapport classifié de l'armée américaine, révélé vendredi par le *New York Times*, indique le contraire. Selon ce document de 70 pages, 28 incidents ont eu lieu entre mai 2007 et mai 2011, au cours desquels au moins 58 militaires de la coalition ont été tués - soit 6% du total des pertes de l'Otan sur cette période.

Depuis, les problèmes se sont multipliés. En avril, huit officiers américains ont été tués à l'aéroport de Kaboul par un colonel afghan. Le 29 décembre, deux légionnaires français ont été à leur tour victimes d'un soldat afghan. D'où ce commentaire sévère du rapport, pour qui les affirmations de l'Otan sur le caractère isolé de ces tueries sont «*peu sincères, sinon d'une profonde malhonnêteté intellectuelle*». «*Les altercations mortelles sont loin d'être rares et isolées, elles reflètent une menace systémique qui croît rapidement (d'une ampleur sans précédent entre alliés dans l'histoire moderne)*», souligne encore le document, préparé pour un commandement américain non précisé dans l'est du pays.

Ce n'est pas tant, précise-t-il, les résistants infiltrés qui sont à l'origine des incidents que l'incompatibilité culturelle et la méfiance viscérale entre soldats afghans et occidentaux. Le récent scandale des Marines américains photographiés en train d'uriner sur des cadavres de résistants illustre d'ailleurs bien ce que les Afghans appellent «*l'arrogance américaine*». Vendredi, Alain Juppé a exigé de l'armée afghane des «*assurances crédibles*» sur le recrutement de ses soldats, sans quoi les troupes françaises se retireront de manière anticipée. Ces soldats étant recrutés à la va-vite pour répondre aux objectifs de l'Otan - près d'un tiers va ensuite désertir -, on voit mal comment une telle situation pourrait s'améliorer.

Un retrait anticipé des Français est-il possible ?

S'il a été clairement envisagé par Nicolas Sarkozy, et si François Hollande, qui semble ignorant du dossier, a réaffirmé sa volonté d'un retrait «*le plus rapidement possible, au plus tard à la fin de l'année 2012 [...]*», une telle opération ne peut pourtant guère être précipitée. Quitter la Kapisa ferait tomber aussitôt cette province aux mains des insurgés (*lire page précédente*) et mettrait Kaboul à leur portée. Cela leur permettrait aussi de couper une des voies de ravitaillement de la capitale. On voit mal alors les Américains accepter un tel retrait qui affaiblirait l'Otan, la décrédibiliserait et serait salué par les résistants comme une victoire.

A l'heure où un rapport confidentiel de la CIA dresse un bilan très sombre de l'avenir en Afghanistan, mettant en doute la survie du gouvernement Karzaï si les Américains se désengagent, un retrait trop rapide, alors que les négociations avec les résistants n'ont pas vraiment commencé, risquerait d'aggraver encore la débâcle.

JEAN-PIERRE PERRIN

21-01

<http://www.liberation.fr/monde/01012384833-l-armee-afghane-de-solution-a-maillon-faible>

8-4 French.people : La « Nouvelle Route de la Soie », ou la nouvelle voie des Etats-Unis pour dominer l'Asie...

Tout récemment, les Etats-Unis ont présenté leur proposition de « Nouvelle Route de la Soie », disant qu'ils espéraient faire de l'Afghanistan un nouveau pôle de transport et de commerce, afin que les pays environnants puissent participer à la reconstruction du pays.

La Chine soutient, encourage et participe à la reconstruction de l'Afghanistan depuis longtemps. Entre 2002 et 2009, la Chine a offert pour plus de 900 millions de Yuans d'aides non remboursables, effacé pour plus de 19,5 milliards de Dollars US de dettes arrivées à échéance et fourni sept séries complètes de projets à l'Afghanistan.

Depuis le Sommet de Londres, la Chine a offert à l'Afghanistan pour 160 millions de Yuans de nouvelles aides non remboursables pour l'aider à développer des secteurs comme la construction d'infrastructures, les soins médicaux, les installations sanitaires et l'éducation.

La Chine et l'Afghanistan ont également signé des notes d'échange accordant un traitement zéro droit à certains produits exportés de Chine vers l'Afghanistan, couvrant plus de 4 000 produits. La Chine continuera aussi à aider l'Afghanistan à former des techniciens, à construire des projets d'aide dans ce pays, et à fournir de l'aide dans les secteurs où l'Afghanistan en a cruellement besoin.

Actuellement, l'Afghanistan connaît toujours une crise grave, et la stabilité est la condition première pour que le pays puisse repartir sur la voie du développement. Tout en fournissant de l'aide pour la reconstruction de l'Afghanistan, chaque pays se doit de respecter les choix du peuple afghan et aider ce pays à se débarrasser des interférences externes et à revenir à une vie normale et décente.

Les Afghans n'ont pas besoin d'un plan magnifique sur le papier, mais ils ont plutôt besoin que la communauté internationale respecte ses promesses et fasse marcher pleinement les mécanismes de coopération actuels. Créer de manière aveugle un nouveau mécanisme n'aura pas d'autres conséquences que de gaspiller les ressources coopératives et de réduire l'efficacité de la coopération.

La Nouvelle Route de la Soie n'est pas une simple initiative ayant pour but la reconstruction de l'Afghanistan. En fait, elle cache de fortes intentions stratégiques. Avec la mise en oeuvre progressive du plan de retrait des troupes étrangères d'Afghanistan, la coopération économique et commerciale va sans aucun doute devenir un lien important pour maintenir les relations entre les Etats-Unis, les pays européens et l'Afghanistan.

L'initiateur de la Nouvelle Route de la Soie a pour intention de connecter l'Asie Centrale avec l'Asie du Sud et affaiblir autant que possible la puissance des grands pays de la région afin de pouvoir maintenir et renforcer sa domination sur la région.

Reliant l'Asie à l'Europe, la Route de la Soie est vieille d'une histoire de plus de 2 000 ans. Ce n'est pas seulement une route commerciale, mais aussi une route où se mêlent d'une façon harmonieuse les cultures de différents pays et qui représente le concept de la coexistence de diversités, la coexistence pacifique, et la coexistence tolérante.

La Route de la Soie est favorable aux opportunités de rajeunissement. Les énormes marchés de la Chine et des pays de l'Asie du Sud complètent bien les riches ressources des pays de l'Asie Centrale et de l'Ouest, et d'ailleurs la Chine continue à renforcer ses relations amicales et à intensifier la coopération dans différents domaines avec les pays concernés.

Afin de développer et d'améliorer les conditions de vie des gens, les pays situés le long de la Route de la Soie construisent sans cesse des routes et des réseaux ferroviaires, des pipelines transfrontières pour le pétrole et le gaz, créant ainsi une « Route de la Soie du Commerce » et une « Route de la Soie de l'Energie » internationales et modernes.

Rajeunir la plus longue et la plus prometteuse des voies économique et commerciale du monde n'est pas seulement une obligation pour les pays situés le long de cette route, mais cela représente aussi une

nouvelle opportunité pour différents pays de déclencher un nouvel élan pour le développement économique et partager les fruits de la coopération.

L'initiative de rajeunissement de la Route de la Soie devrait être proposée, conduite et mise en oeuvre par les pays situés le long de cette route. Il est absolument nécessaire de respecter complètement l'histoire et de prendre en considération la situation réelle de l'économie, de la sécurité et des autres aspects de la région. L'initiative de grandes puissances extérieures à la région, marquée par la recherche de leur intérêt personnel, n'est pas la bienvenue et ne saurait résister à l'épreuve de l'Histoire.

Source: le Quotidien du Peuple en ligne

<http://french.people.com.cn/International/7668703.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*